



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/44/593  
2 octobre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session  
Point 100 de l'ordre du jour

### ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

#### Question du financement des dépenses des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

#### Rapport du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale), les Etats parties "prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent des fonctions du Comité".

2. A sa quarante-troisième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Secrétaire général concernant la question du financement des dépenses des membres du Comité (A/43/607) et adopté sa résolution 43/96 du 8 décembre 1988, dans laquelle, entre autres dispositions, rappelant les appels pressants que le Secrétaire général, l'Assemblée générale, les onzième et douzième réunions des Etats parties à la Convention et le Comité lui-même avaient lancés aux Etats parties pour qu'ils s'acquittent des obligations financières qui leur incombent en vertu de la Convention, elle a exprimé sa profonde préoccupation devant le fait qu'un certain nombre d'Etats parties à la Convention ne s'étaient toujours pas acquittés de leurs obligations financières, ce qui avait eu pour conséquence que la session du Comité prévue pour le printemps 1988 avait été annulée et sa session d'août 1988 écourtée d'une semaine; exprimé de nouveau sa préoccupation devant le fait que cette situation avait provoqué un retard supplémentaire dans les efforts du Comité pour s'acquitter de ses obligations de fond en vertu de la Convention; lancé un appel pressant à tous les Etats parties pour qu'ils s'acquittent des obligations financières qui leur incombent en vertu du paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention et pour qu'ils versent avant le 1er février 1989 leurs contributions non acquittées et, si possible, leurs contributions pour 1989, afin de permettre au Comité de se réunir régulièrement; et fait sienne la décision prise à la douzième réunion des Etats parties à la Convention, tendant à ce que, à titre exceptionnel, en attendant que ses difficultés financières actuelles soient résolues, le Comité tienne si possible une session prolongée en 1989. L'Assemblée générale a aussi prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa

quarante-quatrième session, un rapport sur la situation financière du Comité ainsi que sur les mesures administratives et juridiques qui pourraient l'améliorer.

3. La réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève du 10 au 14 octobre 1988, conformément à la résolution 42/105 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1987, a recommandé qu'afin de s'acquitter de sa mission concernant le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour suivre la mise en oeuvre des instruments qu'elle avait elle-même adoptés, l'Assemblée générale assure à titre hautement prioritaire le financement de chacun des comités à l'aide du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou prenne toute autre disposition financière nécessaire pour permettre à chaque comité de fonctionner efficacement.
4. A sa quarante-cinquième session, la Commission des droits de l'homme a, par sa résolution 1989/47 du 6 mars 1989, noté les recommandations formulées par la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, au sujet de la nécessité de financer le fonctionnement de ces organes et de leur fournir des ressources en personnel suffisantes et, dans cette optique, noté que l'Assemblée générale, au cas où l'un quelconque de ces organes connaîtrait des difficultés financières, pourrait envisager de les atténuer, notamment en lui consentant, temporairement, l'avance dont il aurait besoin et dont le montant prélevé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies serait remboursé au moyen des contributions reçues au cours du même exercice budgétaire, étant entendu que cette procédure serait renouvelée jusqu'à ce qu'une solution définitive puisse être trouvée.
5. Le 18 janvier 1989, le Secrétaire général a informé les membres du Comité par télégramme que, les Etats parties à la Convention n'ayant pas réglé l'intégralité des contributions, le Comité ne pourrait malheureusement pas tenir sa session de printemps 1989, qui devait avoir lieu à Genève du 27 février au 27 mars 1989.
6. La session de l'été 1989 (trente-septième session) a toutefois été convoquée comme prévu et, conformément à la décision prise à la douzième réunion des Etats parties et approuvée par l'Assemblée générale, elle a été prolongée d'une semaine et s'est donc tenue pendant quatre semaines, du 7 août au 1er septembre 1989, à Genève. Le Secrétaire général a informé les Etats parties à la Convention de cette prolongation par des notes verbales datées du 29 mai 1989.
7. Le présent rapport est présenté en application de la résolution 43/96 de l'Assemblée générale. Le total des contributions et des arriérés dus au 30 septembre 1989 s'élevait à 168 758 dollars, répartis comme il est indiqué dans l'annexe.

ANNEXE

Prise en charge par les Etats parties des dépenses des membres  
du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale  
conformément au paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention

Contributions dues au 30 septembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Afghanistan	550	Mali	8 502
Algérie	709	Malte	390
Argentine	1 289	Mexique	409
Bangladesh	548	Mozambique	3 749
Botswana	896	Nicaragua	896
Brésil	2 173	Niger	1 402
Burkina Faso	5 282	Nigéria	1 233
Burundi	7 551	Ouganda	1 402
Canada	3 989	Panama	1 599
Cap-Vert	5 814	Papouasie-Nouvelle-Guinée	902
Chili	632	Pérou	988
Congo	758	Philippines	634
Costa Rica	3 009	République centrafricaine	8 222
Côte d'Ivoire	561	République démocratique populaire lao	896
El Salvador	5 814	République dominicaine	2 139
Equateur	112	République-Unie de Tanzanie	550
Gabon	572	Roumanie	7 650
Gambie	6 483	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5 947
Guatemala	2 984	Rwanda	550
Guinée	6 224	Saint-Vincent-et-Grenadines	5 289
Guyana	550	Sierra Leone	7 311
Haïti	402	Somalie	5 680
Hongrie	769	Soudan	2 162
Iles Salomon	896	Sri Lanka	550
Inde	959	Suriname	2 250
Iran (République islamique d')	1 216	Swaziland	550
Iraq	1 092	Tchad	7 551
Israël	16	Togo	5 444
Jamahiriya arabe libyenne	6 373	Tonga	550
Jordanie	346	Trinité-et-Tobago	681
Kampuchea démocratique	896	Venezuela	1 161
Lesotho	896	Viet Nam	896
Liban	3 474	Zaire	607
Libéria	5 791		
Maldives	390		
		Total	168 758

-----